



Le collectif unitaire contre l'extrême-droite et ses idées de Loire-Atlantique regroupant associations, syndicats et partis, s'unit pour informer, dénoncer et agir contre toutes les déclarations, exactions ou violences commises par les tenants d'une société raciste, xénophobe et discriminatoire. Pour nous rejoindre : cucednantes@gmail.com

L'EXTRÊME-DROITE contre le MOUVEMENT SOCIAL : UN MONSTRE A DEUX TÊTES !!

FN et Patriotes, les faux amis du mouvement social

L'Extrême Droite institutionnelle veut faire croire qu'elle est aux côtés des mouvements sociaux, soutenant leurs revendications. Ainsi le FN déclare qu'il « *partage la volonté des cheminots de maintenir le statut de la SNCF, service public* ». Pour Florian Philippot « *Les Patriotes sont engagés pour la défense du service public, auprès des grévistes et manifestants, face à la casse organisée par le pouvoir* » et ils doivent constituer des comités de défense du service public « *qui visent à fédérer localement les énergies* » et « *à soutenir les grévistes* ».

Du côté du FN, **il ne s'agit que d'un vernis social**. Car dès le 6 avril (communiqué de presse de Wallerand de Saint Just et Audrey Guibert), c'est au droit de grève et aux syndicats qu'il s'en prend le plus. Ces derniers abusent du premier jetant les « *usagers-contribuables* » dans l'angoisse. Il est curieux d'invoquer l'angoisse des contribuables quand on dit vouloir le développement de la SNCF (par exemple le maintien des petites lignes). Mais il est significatif de l'hostilité foncière du FN à la lutte des salariéEs de regretter l'insuffisance des moyens de substitution au train et de demander la mise en place d'un service garanti pour terminer par ce cri du cœur : « *la liberté de circulation doit être rétablie* » ! Pour le FN, les travailleurs de la SNCF doivent combattre la réforme mais par des « *moyens appropriés* » ce qui signifie pour lui pas par la grève !!

Mais FN et Patriotes sont aussi de faux amis des salariéEs en les détournant de leur véritable ennemi. Pour eux, la responsabilité de la réforme de la SNCF incombe principalement à la Commission de Bruxelles. C'est oublier que cette dernière ne fait que mettre en forme ce qui a été décidé par les Etats membres. En l'espèce la directive européenne ne contraignait pas le gouvernement français à changer le statut de la SNCF. La réforme est donc de la responsabilité principale de Macron et de son gouvernement, engagés dans une offensive libérale jamais vue depuis celle de Margaret Thatcher au Royaume Uni. Mais l'Extrême-Droite préfère toujours désigner l'Autre, l'Etranger comme seul responsable des problèmes des salariéEs ce qui a la double fonction de diviser ces derniers et d'épargner les vrais responsables, les soutiens patronaux de Macron.

Enfin, lorsqu'une réforme de l'actuel pouvoir correspond à son programme, l'Extrême-Droite institutionnelle n'hésite pas à légitimer la violence contre le mouvement social. C'est le cas avec la loi ORE sur l'accès à l'Université qui introduit le principe de la sélection. Ainsi le 13 avril, le député FN Pajot « *demande à l'Etat de rétablir au plus vite l'ordre dans les facultés* » et rappelle aux étudiants son engagement à « *défendre avec le Front national une sélection à l'Université fondée sur un*

baccalauréat réformé ». Déjà, les commandos fascistes du GUD, rebaptisé faussement Bastion Social, et d'autres groupuscules étaient passés à l'action violente sur les campus occupés avant que la police de Macron n'intervienne !

FN et Patriotes sont des forces nationalistes qui sèment un discours de division des salariéEs et de la jeunesse et légitiment la violence contre le mouvement social. Ils font le jeu du pouvoir politique et économique en place.

L'extrême-droite identitaire se structure

La période est marquée par une résurgence inquiétante d'organisations d'extrême droite : Génération Identitaire, le GUD et son appendice le « Bastion social », **une nouvelle organisation qui tente de s'implanter dans diverses villes en ouvrant des locaux et des bars, une sorte de « MJC d'extrême droite » sur le modèle italien de Casa Pound. La marque d'une recomposition, d'un relookage de l'extrême droite.** Ces dernières semaines, les provocations et agressions de groupes d'extrême droite, contre des étudiantEs et lycéenEs mobilisés contre la sélection à l'Université se sont multipliées.

La récurrence et la coordination des agressions à différents endroits du territoire démontrent qu'il ne s'agit pas d'un phénomène marginal. *L'affaire de Montpellier reste un cas emblématique parce qu'elle a de surcroît mis en évidence la collusion entre des représentants de l'institution universitaire et ces milices identitaires. Mais les universités d'Angers, Tolbiac, Strasbourg, Lille, Nantes... ont également subit les pressions et attaques de ces groupes fascistes. Des attaques qui visent également les migrantEs et leurs soutiens. La plus médiatique reste celle des militantEs du mouvement «Defend Europe», lié au groupe Génération Identitaire qui organisent des chasses aux migrantEs dans les Alpes. Une action - dont Marine Le Pen s'est félicitée - qui n'a fait l'objet d'aucune poursuite, alors même que 3 militantEs solidaires des migrantEs qui ont manifesté contre cette action ont été placés en détention et poursuivis pour « aide à l'entrée d'étrangers en situation irrégulière et en bande organisée ». Un « deux poids, deux mesures » qui est révélateur d'un climat politique inquiétant et d'une influence grandissante de l'extrême droite au sein même des institutions.*

La région n'échappe pas à ce phénomène. L'implantation de ces groupes apparaît d'ailleurs répondre sur ce territoire, à la faiblesse des scores du FN qui restent en dessous de la moyenne nationale. Ces organisations, si elles ne sont pas téléguidées par lui, restent satellitaires du FN et quelques soient leurs divergences, des connexions existent. Une répartition des rôles assumée, ces organisations présentant l'avantage, par leurs formes de militantisme, de ne pas entrer en concurrence électorale avec le FN.

Retour sur quelques dates clés... qui font froid dans le dos...

Septembre 2015 : tags racistes et islamophobes sur une mosquée à La Bottière et sur une église à Doulon.

Novembre 2015 : jet de cocktail Molotov contre un squat de migrants à Chantenay.

Octobre 2016 : tirs contre le centre d'accueil et d'orientation des migrants à Saint-Brévin.

Février 2017 : Conférence de J-Y Le Gallou, ancien eurodéputé FN et identitaire patenté : 40 personnes casquées, équipées de barres de fer et matraques télescopiques arpentent les rues de Nantes sans être inquiétées... Un bar visé et au moins trois personnes agressées, dont deux finiront aux urgences.

Mai 2017 : de retour d'une manifestation au soir du 2ème tour de la présidentielle : agression d'un jeune homme par cinq militants d'extrême-droite qui cherchaient des Antifas. Laissé pour mort, il est frappé à coup de bouteilles, de barres de fer. Bilan : fracture aux cervicales, hématome au crâne et traumatisme nécessitant une mise en coma artificiel durant 4 jours, 1 an d'ITT, des séquelles définitives.

Juillet 2017 : tags racistes et néo-nazis contre la communauté des Gens du voyage à Saint-Sébastien avec une référence au génocide tzigane. Action signée Patriotes, FN et GUD.

Novembre 2017 : tags racistes et islamophobes devant la mosquée Assalam à Nantes, quartier Malakoff.

Décembre 2017 : agression à la fac, au château du Tertre, occupé pour héberger des mineurs isolés. Action revendiquée par un « Front anti-collabo ». Les assaillants, cagoulés, équipés de matraques et de bâtons gazent les occupantEs.

Avril 2018 : agression à la fac contre un vigile, qui assurait la protection des occupantEs du Tertre et de la Censive. Blessé au visage par trois militants d'extrême droite.

D'Angers à Nantes et dans le reste de la Bretagne, il y a clairement un regain d'actes violents commis par des jeunes militantEs d'extrême droite issus d'une nouvelle génération préférant « l'action directe » aux messes intégristes, davantage « culture locale » et dont l'une des portes d'entrée est le milieu identitaire breton (cf article Breizh-info). Une nouvelle génération qui se caractérise aussi par une forte présence sur les réseaux sociaux où des dizaines de militantEs, politiques, syndicaux, associatifs de la région sont jetés en pâture comme sur le site « Breizh Atao ».

La Loire-Atlantique a connu sont lot d'agressions fascistes et racistes depuis quelques années, avec une aggravation des actes commis depuis 2017. La reconstitution du GUD à Nantes en Novembre 2016 n'est probablement pas étrangère à ce phénomène.

La montée des extrêmes-droites touche en profondeur les services de « maintien de l'ordre » de l'Etat

La crise politique et institutionnelle que vivent les pays engagés dans l'UE s'exprime aussi par la montée des extrêmes-droites.

Les formes d'expressions et d'actions de groupuscules comme Génération identitaire, qui s'est livré le samedi 21 avril à une opération provocatrice et médiatisée d'une extrême gravité visant les migrants au Col de l'Echelle (Hautes Alpes), deviennent récurrentes. Les forces de gendarmerie sensées défendre la République et ses principes ont laissé faire ce débordement fasciste. Le Ministre de l'Intérieur, en réaction, s'est contenté d'affirmer qu'il s'agissait d'une "gesticulation"....

Quant au discours alarmant du FN et des « Patriotes » exprimant la grande hostilité à l'égard des migrants tout en usurpant, avec une certaine efficacité, le vocabulaire de la gauche, il reste très prégnant au sein de la population.

Les informations qui ont filtré de la Direction Générale de la Sécurité Intérieure évoquant une « *proportion grandissante de membres des forces de sécurité ayant rejoint des groupuscules d'autodéfense en lien avec « l'extrême droite violente » conforte notre appréciation.* »

L'effet de corps, l'isolement et les choix et contraintes des missions peuvent conduire les hiérarchies à cautionner des actes contraires à la loi. Le développement des comportements caractéristiques des milices n'est pas une vue de l'esprit. Les plus récentes lois ne peuvent que renforcer les « bavures » policières en accentuant la logique au détriment de la justice.



L'enquête diligentée concernant la rafle du jeune exilé de l'Epadh de la rue de Bréa, suite à une manifestation, doit rapidement permettre de découvrir ses auteurs. Dans le Grand Ouest, le comportement des forces de l'ordre et les diverses formes de provocation contribuent à crédibiliser les agissements de l'extrême droite violente.

Breizh info, un organe de presse de la fachosphère

Textes présentés de façon journalistique, interviews, données chiffrées, le site numérique d'actualité Breizh-Info, sous couvert de régionalisme, répand son idéologie xénophobe et identitaire, en trompant parfois les internautes qui relaient leurs articles.

« Breizh info » se présente comme un média de « *ré-information* », terme utilisé dans la fachosphère, pour diffuser des informations évitées par « les médias dominants ». En guise de ré-information, ces sites entendent davantage parler de l'islam, de l'immigration et de faits-divers mettant ainsi en scène

une France en danger. Le style est calqué sur l'AFP. Les idées, quant à elles, sont clairement d'extrême-droite.

Le passé des membres de l'équipe de rédaction de Breizh-Info le prouve. L'une des pierres angulaires de ce site est Yann Vallerie, ancien président de Jeune Bretagne, groupuscule d'extrême-droite lié au Bloc Identitaire. Il sera candidat aux élections cantonales de 2008 avec pour slogan « Maîtres chez nous ». Il prendra la parole lors d'un rassemblement de l'English Defense League, un groupe anglais anti-islam, criant « *nous ne voulons pas la charia pour nos femmes et nos enfants* ». Également contributeur, Louis-Benoît Greffe a été condamné à 3 mois de prison avec sursis en 2014 pour l'agression d'un prêtre de 84 ans, à Orléans. Enfin, mentionnons Thierry Monvoisin, candidat Front National aux sénatoriales de 1992 et aux législatives en 1997. Se présenter comme « journalistes indépendant » n'empêche ni la presse d'opinion ni le piétinement de la déontologie. Leurs valeurs affichées ? « décrire les faits, rien que les faits, et les mettre en perspective les uns avec les autres ». La réalité est différente, leur fond de commerce se résumant aux 3 I : **Immigration, Islam, Insécurité**.

**L'EXTRÊME DROITE A ENCORE
PROGRESSÉ EN FRANCE**



L'insécurité est le sujet le plus traité, priorisant les faits-divers sordides (« la Bretagne orange mécanique »). Le but, selon Breizh-Info « *traiter tous les sujets, y compris ceux qui dérangent ou sont relégués au second plan alors qu'ils sont fondamentaux* ». En réalité, la plupart des faits-divers relatés ne sont ni cachés, ni mis au second plan par la presse locale. Ce qui diverge, c'est que Breizh-info précise l'origine géographique ou ethnique des auteurs de délits et de crimes (« de type Nord-Africain », « de type africain », « gens du voyage » etc...). Il existe une volonté de « communautariser » les crimes et délits, en tentant de lier immigration et délinquance.

L'immigration est le thème qui ancre Breizh-Info à l'extrême-droite. Le média diffuse des tribunes ou conférences de personnes opposées à l'immigration, couvre régulièrement les manifestations xénophobes et n'hésite pas à faire le buzz lors de l'accueil de migrants comme à l'Université de Nantes ou l'EHPAD du Bréa. Le site contourne l'interdiction des statistiques ethniques en estimant la population non-blanche par l'observation du nombre de vaccination de la drépanocytose, une maladie génétique qui touche particulièrement les extra-européens. Ces données alimentent la théorie du grand remplacement, un concept d'extrême-droite prétendant que les populations immigrées vont submerger et remplacer les « autochtones » européens comme le dit un article du site intitulé « *Invasion migratoire : le chaos à venir par les ventres et la santé* ». Il y est affirmé que les populations immigrées vont « *se reproduire ici, et elles prendront la place des autochtones, par milliers, puis par millions* » avant de prophétiser : « *on devrait donc assister très rapidement à une tiers-mondialisation de l'Europe et au retour des épidémies mortelles* ». Rien que ça ! Cette rhétorique xénophobe contredit la réalité : les flux migratoires vers l'Europe sont minoritaires car les déplacements de population se font principalement entre les pays du Tiers-Monde.

L'islam est également un sujet récurrent sur Breizh-Info qui efface les millions de musulmans qui vivent en paix en France, mais appuie sur une minorité de fanatiques. Le site relaie les manifestations contre la construction de mosquées dans différentes villes de Bretagne et donne la parole à des auteurs islamophobes qui confondent « islam » et « islamisme ». Un article déclare d'ailleurs que « *le petit monde de la bien-pensance nie, contre toute évidence la parenté réelle qui lie islam et islamisme* ». Breizh-Info oublie bien-sûr de dire que l'islam est né au VIIe siècle et l'islamisme... au XIXe...

Breizh-Info s'inscrit donc clairement à l'extrême-droite, tant par ses contributeurs que par sa lecture des faits de société, qui, pris isolément, peuvent brouiller les pistes... Le collectif unitaire contre l'extrême-droite et ses idées dénonce donc le faux-semblant.

Faites tourner l'info !